

<http://ugtg.org/spip.php?article1612>



« Cameroun, pays martyr », par Odile Tobner. A propos de la mascarade électorale dans ce pré carré de la «



ançafrique »
Date de mise en ligne lundi 10 octobre 2011

- International -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



Depuis que la diplomatie française a été prise en flagrant délit de soutien à dictature en Tunisie, le discours officiel a certes changé, mais en Afrique, les autocrates du pré carré, soutenus depuis des décennies, sont toujours là. Leur doyen, le Camerounais Paul Biya, est en place depuis vingt-neuf ans et brigue un nouveau mandat lors d'une élection à un tour, le 9 octobre.

Cameroun, pays martyr - Par Odile Tobner

Il paraît qu'il y a une élection présidentielle au Cameroun le 9 octobre prochain. Il paraît qu'il y a une vingtaine de candidats qui s'y présentent. Il est difficile de le croire quand on arpente les rues de Yaoundé ce 26 septembre. Sur tous les panneaux, dans tous les quartiers, s'étale la même et unique image, celle de Biya. Tous les journaux, du quotidien gouvernemental aux titres de la presse privée, sans compter les feuilles apparues pour l'occasion et les magazines en couleur et papier glacé qui ont poussé comme des champignons, tous offrent la même publicité pour Biya, qui a même envahi les cityphones de Camtel.

On imagine les milliards de francs CFA qui ont été engloutis dans cette exhibition mégalomane inondant le Cameroun du nord au sud et de l'est à l'ouest.

Les ministères sont vides. Leurs occupants ont été priés d'aller faire campagne dans leurs villages respectifs. Selon le nombre de voix qu'il y aura chez eux pour Biya, ils seront reconduits ou chassés.

Le seul résultat admissible est donc le 100%. Un hurluberlu candidat a été chassé de Mvoméka, le village du président, où il prétendait commencer sa campagne. Un autre s'est vu interdit de parole à Yaoundé. Cela ne fait que de petits échos, qu'on glane au détour d'une publication parmi cent autres.

La télé d'État ne parle, du matin au soir, que d'un candidat unique. On a été accablé du compte-rendu du congrès du

parti au pouvoir et les journaux se sont appliqués à commenter les discours d'ouverture et de fermeture, aussi ronflants et aussi creux l'un que l'autre, résonnant d'un vide sidéral, prononcés par l'occupant du trône. Ces discours, rédigés vraisemblablement par une agence de communication parisienne, Patricia Balme, communicatrice attirée, ou Euro RSCG, n'ont pas le plus petit rapport avec une réalité camerounaise quelconque.

On nage dans la fiction.

Pendant ce temps-là, pourtant, la ville exprime éloquemment la plus implacable condamnation du régime qui pèse sur le Cameroun, depuis trente ans sous Biya, depuis plus de cinquante ans avec son maître et prédécesseur Ahidjo.

Ainsi, entre six heures du matin et huit heures du soir, on ne peut guère circuler en voiture sans se trouver paralysé dans de gigantesques embouteillages. Il y a à peu près autant de voies de communication qu'en 1940. Sans transports en commun, les habitants s'entassent dans des multitudes de taxis et leurs déplacements sont réduits au strict minimum. Les piétons s'aventurent sur des trottoirs défoncés ou absents. Vous pouvez vivre des années dans un quartier sans avoir jamais vu l'autre bout de la ville qui est sur une autre planète. S'y aventurer vous coûtera bien une journée entière.

150 élèves par classe

Il est vrai que vous avez du temps à perdre parce que seul un Camerounais de vingt à soixante ans sur cinq a un véritable emploi.

Les autres végètent dans ce qu'on appelle l'informel, qui consiste à vendre tout et n'importe quoi : trois gousses d'ail, quelques étuis de mouchoirs en papier. Les files de voitures immobilisées avec leurs occupants sont arpentées par des escouades de jeunes qui offrent des panoplies d'objets les plus improbables. Parmi ces jeunes, on trouve des diplômés de l'enseignement supérieur aussi bien que des analphabètes que leurs parents n'ont jamais pu envoyer à l'école, faute de moyens. Le pays cumule le manque de débouchés et le manque d'éducation. La scolarisation est en recul. Ses conditions se sont détériorées. Les classes des écoles publiques en zone urbaine voient se relayer deux groupes de cent cinquante élèves chacun, un le matin, un l'après-midi, pour une cinquantaine de places assises avec pupitre. Les enfants du couple présidentiel sont eux au collège en Suisse.

La santé publique n'est pas en reste. Son niveau ne cesse de se dégrader. Les soins et les médicaments sont payants. La mortalité infantile est de 136 pour mille à cinq ans (48 pour mille au très pauvre Botswana). Le paludisme, première cause de mortalité dans la population, ne recule pas. Alors que des pays très pauvres ont mis en place depuis des années la distribution gratuite de moustiquaires imprégnées, limitant notablement le taux d'infestation paludéenne, le Cameroun vient d'annoncer une première distribution. La majeure partie du stock à distribuer a été détournée et revendue dans les pays voisins. La séroprévalence du VIH chez les adultes de 15 à 49 ans se situe encore autour de 5% et seules 20% des femmes enceintes séropositives ont accès au traitement antirétroviral pour prévenir la transmission du VIH chez leur bébé.

Pourtant, la fondation Chantal Biya, épouse du chef de l'État, recueille depuis des années des fonds colossaux sur le marché mondial des ONG et milliardaires donateurs.

95% des Camerounais hors-jeu

Avec vingt millions d'habitants pour un pays à peu près grand comme la France, le Cameroun dispose des ressources les plus abondantes, en eau, en terres cultivables, en minerais précieux, en pétrole. Ces richesses font le bonheur des multinationales et engendrent de juteux profits qui s'envolent dans les paradis fiscaux. Une oligarchie politique s'engraisse des commissions prélevées sur les contrats de traite. Aucun de ces deux termes de l'équation camerounaise ne tient à ce que change quoi que ce soit. Le troisième terme, c'est-à-dire 95 % de la population, est hors-jeu.

Incommodé par les vertueuses recommandations des grands États, qu'inquiète une situation de plus en plus explosive, le pouvoir lutte pied à pied pour vider de son sens chaque timide initiative en faveur de la transparence et de la démocratie. Il a déployé les grands moyens pour débaucher les petites vertus du discours de la moralisation publique.

Ainsi Pauline Biyong, un des membres d'Elecam supposés indépendants, qui s'était fait remarquer par des appels à la fin du système Biya, a-t-elle récolté le mirifique marché de l'affichage pour Biya. C'est la plus voyante des trahisons mais ce n'est pas la seule. L'opposition quémande les miettes pour faire de la figuration dans le grand Barnum de l'autocélébration du pouvoir. Le discours officiel français dans tout ça ?

Le summum de la dérision tranquille : « *C'est au peuple camerounais de choisir son destin.* »

Malgré les hélicos français anti-émeutes ? Chiche !

Source : [Survie](#) - 6 octobre 2011